

# Le Bois International | L'officiel du bois Scierie, exploitation forestière | N° 33

Samedi 7 octobre 2017 - 88° année

### Sommaire

0 9 OCT. 2017

## Franc-parler

S		M	£	0	No.	w		0	10
	Ē	11	E	U	1		L	C	

## Bretagne / La scierie Aprobois lance son unité de production de granulés bois . . p. 8 Comprendre

#### **Entreprises**

Entreprises

Bois technique / Panneaux multiplis de construction Schilliger :			
bois local et haute qualité	p.	1	1

### S'équiper

#### Matériels et techniques

Bois bûche / ONF Energie bois :			
BBCA s'équipe d'un séchoir biomasse de 540 m <sup>3</sup>	p.	14	
1 <sup>e</sup> transformation / Scierie BBF : un centre de reprise qui fait gagner du temps	р.	17	

#### Gérer

#### Le marché du bois

Le marche du pois
Aux ventes ONF /
Aux ventes out /
Le prix du chêne porté par le sciage à Lamotte-Beuvron
The price parties study a Latitotte Beatron ,
Dans l'Aube, le chêne de plus en plus cher
Confirmation de la reprise des régineux dans le massif du lura
Confirmation de la reprise des résineux dans le massif du Jura

Le Journal des annonces du bois	23
Renseignements commerciaux	30

Avec ce numéro, le Cahier du bois-énergie n° 77

Site: www.leboisinternational.com - E-mail: info@leboisinternational.com

Direction - Rédaction - Publicité: 14, rue Jacques Prévert - 69700 Givors

Tél.: 04.78.87.29.40 - Télécopie: 04.72.30.04.16 • Abonnements: France (1 an) 112 €

Le numéro: 3,60 € - Lyonnaise de banque: 10096 - 185176-00026810401 - 68

Toute reproduction, même partielle, d'articles ou de messages commerciaux est interdite.

### Convaincre pour bâtir

Bâtir pour convaincre, la filière sait faire ! Les réalisations de constructions bois exemplaires, individuelles ou collectives, principales ou en extension/surélévation, ne manquent pas. En France, elles servent réqulièrement de vitrine à toute la profession. À l'international, pas un mois ne s'écoule sans qu'un nouveau projet de tour apparaisse pour s'élever toujours plus haut avec du bois. Mais dans les chiffres, le bois ne décolle pas. Pour changer d'échelle, il va désormais falloir convaincre au-delà des convaincus. C'est en substance l'ambition du troisième plan "bois", signé le 28 septembre par le secrétaire d'État auprès du ministre de la Cohésion des territoires Julien Denormandie, suite à la visite d'une crèche et d'un programme de logements en bois en accession à la propriété à Ostwald, dans le Bas-Rhin. Le chantier, en cours de livraison par Bouygues immobilier, n'avait bien sûr pas été choisi par hasard à l'heure où les représentants de la filière admettent "qu'elle peine à convaincre des maîtres d'ouvrage importants à oser le bois en rénovation ou en neuf".

Leur objectif est désormais de positionner favorablement les solutions bois dans la perspective de la future réglementation environnementale du bâtiment. Si les freins à lever pour convaincre sont encore nombreux, une première étape a été franchie en Alsace où le secrétaire d'État auprès du ministre de la Cohésion des territoires s'est dit prêt à prendre des "orientations législatives et réglementaires qui devront permettre de faciliter le recours au bois dans la construction".



0.9 OCT. 2017

## Chadferies et réseaux de chaleur au bois en gestion directe: montages juridiques et optimisation organisationnelle

#### Sommaire

- · Edito
- Procédures juridiques pour le montage d'un projet bois-énergie en gestion directe p. 4
- Points clés pour la création d'un réseau de chaleur au bois en régie
- · Le marché global de performance : un montage innovant p. 9
- Le syndicat d'énergie, maillon territorial de la mobilisation du bois-énergie p. 12
- Acheteurs publics: comment bénéficier d'une fourniture de chaleur bois prête à l'emploi? p. 15

#### Montage d'un projet bois-énergie en gestion directe

Dans le secteur privé, les projets relèvent du droit commercial classique, sans formalisme particulier, en dehors du respect des réglementations en vigueur.

Pour les établissements publics et collectivités territoriales, il faut bien distinguer :

- les chaufferies dédiées à un ensemble immobilier ;
- les réseaux de chaleur, au sens juridique.

Pour les premières, le propriétaire / gestionnaire est aussi l'utilisateur de la chaleur et on parle de "livraison à soi-même". Le maître d'ouvrage, soumis au Code des marchés publics, a le choix entre plusieurs formules : marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux (loi MOP), marché global de performance (conception / réalisation / exploitation).

Les collectivités territoriales ont, quant à elles, la responsabilité de la création des réseaux de chaleur (service public à caractère industriel et commercial), selon deux modes de gestion :

- déléguée, sous la forme le plus souvent de la concession ;
- directe, qualifiée couramment de régie.

Ce sont les modalités de montage en gestion directe, pour les établissements publics comme pour les collectivités, qui sont présentées dans ce cahier : de l'étude de faisabilité, aux marchés de maîtrise d'œuvre, de travaux, d'exploitation, d'approvisionnement en combustible.

Les décideurs doivent être très attentifs à ces questions juridiques. Tout particulièrement lorsque la gestion du projet leur incombe, puisqu'ils sont garants, avec l'assistance d'un AMO, de sa bonne conduite et par conséquent de la qualité du résultat.

> Serge DEFAYE DEBAT/ CIBE

Les Cahiers du bois-énergie, co-édités par Biomasse Normandie et le Comité interprofessionnel du bois-énergie (CIBE), sont publiés avec le soutien de l'Ademe (direction productions et énergies durables - service forêt, alimentation et bioéconomie) et du Bois International, sous la responsabilité éditoriale de Biomasse Normandie.

p. 6

Ce Cahier a été préparé par Stéphane COUSIN et Mathieu FLEURY (Biomasse Normandie), Serge DEFAYE et Clarisse FISCHER (CIBE). Nous remercions pour leur contribution Marie-France CLAVE (Biomasse Normandie), Eddie CHINAL (éepos), Manon LEYENDECKER et Guillaume PERRIN (FNCCR), Nibal EL ALAM (Kairos Ingénierie) et Rémi GROVEL (BETA Energie). Mise en page par la rédaction du Bois International.